

Interpréter les processus de développement Proposition pour une grille de lecture

Florence DEGAVRE

Économiste

*DEA en Sciences de la Population, de l'Environnement et du Développement
Assistante de recherche à la FOPES (Faculté Ouverte de Politique Economique et Sociale)
(Université Catholique de Louvain) et à la FTU (Fondation Travail-Université)
Rue de la Lanterne magique, 32 1348 Louvain-la-Neuve
00-3210473903
(degavre@opes.ucl.ac.be)*

« Il faut commencer par voir les choses autrement pour qu'elles puissent devenir autres, pour que l'on puisse concevoir des solutions vraiment originales et novatrices. »

S. LATOUCHE, « Autre économie ou autre société », *L'économie dévoilée*, Éditions Autrement, série Mutations, novembre 1995, n° 159, p. 191.

La mondialisation est-elle la seule tendance qui caractérise les processus de développement ? À en croire la place qui lui est accordée par le Programme des Nations Unies pour le Développement dans son rapport de 1999, il est difficile d'affirmer le contraire, comme il est difficile de contredire l'idée que les blocages à l'intégration des pays du Sud au marché mondial constituent les principaux obstacles à leur développement¹. Pourtant, il nous semble que le terme ne peut à lui seul embrasser toute la réalité du développement. N'y a-t-il pas aussi affirmation d'espaces économiques autonomes, pratiques de subsistance indépendantes, résistance qui, loin de constituer des barrières au développement, sont le signe « qu'il y a du développement » ailleurs que dans la mondialisation, ailleurs même que dans le capitalisme. Dès lors, la priorité n'est-elle pas de sortir de l'interprétation economiciste du développement à laquelle invite le terme de mondialisation pour nous intéresser à l'interaction entre les sous-systèmes

¹ PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, De Boeck Université, Bruxelles, 1999.

politique, culturel, social et économique des sociétés, dans leur ensemble et dans le temps long, permettant ainsi de mettre en lumière d'autres problèmes de développement que les blocages de la libéralisation ? De même, n'y a-t-il pas lieu de s'intéresser aussi aux groupes de population, largement majoritaires, qui ne pratiquent pas la mondialisation ?

Dans cet article, nous proposons quelques pistes pour sortir du prisme étroit au travers duquel la mondialisation nous invite à voir le monde. Nous nous efforcerons à partir des lectures de F. Braudel, d'I. Wallerstein, de L. Tilly et J. Scott de présenter quelques éléments permettant d'apporter une interprétation critique et non normative des processus de développement et des rapports sociaux (de sexe notamment) qui les traversent, afin de redonner à ce concept un contenu plus politique.

1. Interpréter les processus de développement

L'intérêt des ouvrages de F. Braudel est de débarrasser le développement d'une interprétation monocausale et transforme l'histoire de l'accumulation en une histoire des milieux de vie². Comme lui, ne faut-il pas se demander comment les populations construisent, déconstruisent et aménagent leur espace et territoire, comment des logiques différentes s'y affrontent, échanges et marché capitaliste, développement et accumulation, pouvoir et survie ? Il s'agit avant tout de démontrer que le développement n'est pas une marche globale vers le progrès et qu'il ne doit pas être confondu avec la variable économique du développement ou interprété exclusivement à partir d'un de ses sous-systèmes.

1.1 De la civilisation matérielle à l'organisation capitaliste

La civilisation matérielle

Pour F. Braudel, la vie économique est organisée en « strates », à la façon de couches géologiques superposées les unes sur les autres. Il distingue trois niveaux (« strates ») au système sociétal, organisée en quatre sous-systèmes rappelant les catégories du matérialisme historique : économique, sociale, politique et culturelle (voir annexe 1). Le premier

² F. BRAUDEL, *La dynamique du capitalisme*, coll. Champs, Flammarion, Paris, 1985 ; *La Méditerranée, l'Espace et l'Histoire*, coll. Champs, Flammarion, Paris, 1985 ; *L'identité de la France*, t. I-III, coll. Champs, Flammarion, Paris, 1990 ; *Le modèle italien*, coll. Champs, Flammarion, Paris, 1994.

niveau, celui sur lequel tout repose et qui est le plus ancien, est celui de la civilisation matérielle. Au Moyen Âge, c'est l'organisation paysanne, essentiellement tournée vers l'auto-consommation, la production accomplie dans le cadre du ménage, hors des circuits du marché. Les gestes quotidiens ont une valeur d'usage et les biens produits n'ont pas pour objet l'échange mais la satisfaction de besoins personnels.

F. Braudel part du concret, de la vie matérielle, des gestes quotidiens. Pour désigner la recherche qu'il a effectuée à ce niveau, il parle de « *pêche sous-marine* » car le routinier est le « *grand absent de l'histoire* »³ et pourtant, il en constitue la structure fondamentale. Ce niveau n'est pas à l'abri des changements puisque l'économie élémentaire évolue en fonction de l'amélioration des techniques et des outils, au fil du temps. Certains outils permettent de produire plus, pour plus de personnes à la fois. Des paysans se spécialisent dans la production d'un bien, dans la fourniture d'un service dans lequel ils excellent. Petit à petit, ils n'ont plus le temps de fabriquer eux-mêmes les choses dont ils vont se nourrir ou se vêtir. Ils s'adressent alors à d'autres individus qui, à ce moment-là, se spécialisent dans la production de biens et services à échanger. Il y a spécialisation des métiers et échange de produits. La production, plus abondante, nécessite alors l'embauche de manœuvres et de travailleurs « libres », libres dans le sens où ils ne doivent plus avoir à travailler dans l'organisation féodale (la « glèbe »). Ce besoin de main-d'œuvre va accélérer la chute de l'organisation féodale. Par-dessus l'économie élémentaire, mais non indépendamment d'elle, se développe selon F. Braudel à partir du XVI^e siècle un deuxième niveau, celui de *l'économie d'échange*.

Les jeux de l'échange

La vie quotidienne résulte et induit des phénomènes très importants qui se passent dans d'autres sphères, supérieures, des sphères qui sont celles de la vie de la société toute entière, de la vie d'autres sociétés, des relations et des échanges, notamment commerciaux, entre ces sociétés. Les échanges organisent la vie des bourgs, des villages, des villes. Ce niveau est celui de l'économie de marché, du petit marché. « *Par ces bouches multiples commence ce que nous appelons l'économie d'échange, tendue entre production, énorme domaine, et consommation, énorme domaine*

³ F. BRAUDEL, *La dynamique du capitalisme*, coll. Champs, Flammarion, Paris, 1985, p. 21.

également »⁴. Il est cet intermédiaire entre le quotidien ou le local et la « vie lointaine », celle de la production et des échanges internationaux ; il est la frontière à partir de laquelle la production n'a plus de valeur d'usage mais bien une valeur d'échange.

Les échanges, qui éloignent le lieu de production du lieu de consommation (confondus auparavant), permettent l'apparition de boutiques, de petits marchés, de foires, de bourses. Dans un premier temps, les échanges ne touchent qu'une partie infime de la production. Petit à petit, ils englobent la majorité de la production. Aujourd'hui, dans les pays occidentaux, plus personne ne vit de son jardin ou de ses produits sans échanger. Le savoir n'est plus orienté sur la subsistance autonome mais sur la marchandisation des activités. Seules les activités de la sphère domestique (préparer un repas, faire le ménage) nous rappellent qu'il a existé un niveau élémentaire car l'essentiel de ce qui est produit est échangé.

Les jeux de l'échange sont cependant très encadrés, surveillés par l'État. Des règles strictes dictent le fonctionnement des marchés, qu'ils s'agissent de règlements officiels ou de principes régissant la vie de la communauté comme la réciprocité et la redistribution dont K. Polanyi explique les rouages dans *La grande transformation*⁵.

Dans son récit du développement de la France, F. Braudel met en évidence les liens étroits entre l'infrastructure du développement (la « civilisation matérielle ») et les échanges, ceux-ci ne pouvant exister qu'au prix d'un enracinement dans les habitudes humaines. Ainsi, il montre comment l'arrivée du café est en réalité un événement extraordinaire et complexe car il exprime un changement survenu au niveau des échanges commerciaux. Les échanges commerciaux font partie d'un « deuxième » et « troisième » niveau chez F. Braudel.

L'échange permet de dégager un profit modéré, sur lequel l'État prélève sa part. Tant que l'échange se fait entre un producteur et un consommateur, les possibilités de gains sont faibles. Au fur et à mesure que ces deux acteurs du marché s'éloignent, des intermédiaires (les « marchands » ou négociants) deviennent nécessaires. Au début, l'action

⁴ F. BRAUDEL, *op .cit.*, p. 23.

⁵ K. POLANYI, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, NRF, Éditions Gallimard, Paris, 1983. Voir chapitre 4 ainsi que pp. 355 à 357.

des marchands est dirigée vers leur enrichissement personnel ainsi que vers celui du souverain (le « compromis » mercantiliste), il ne s'agit pas encore d'accumulation capitaliste. Puis, l'accumulation de profits dans le giron de certaines familles leur permet d'asseoir pouvoir et richesse. La montée en puissance d'une bourgeoisie marchande, appuyée par ses capitaux et son influence, est parallèle à la construction d'un État national centralisé, bénéficiant de ses richesses, balayant les querelles entre mini-royaumes féodaux et œuvrant à l'unification de zones plus grandes afin d'amorcer économies d'échelle (un État unifié assure une demande plus grande) et libre circulation. L'État centralisé fait circuler une seule monnaie, construit des routes et entretient les ports, bref, oeuvre à la consolidation du profit tout en asseyant son pouvoir. Le profit devient alors plus important (la monnaie est stable, il y a moins de pertes lors des changes monétaires), le gain plus certain (les routes sont plus sûres donc les échanges se développent). La coopération d'un État national et d'une classe marchande (non toutefois sans heurts et reflux lorsque cette dernière devient trop menaçante) jette les bases de l'accumulation et du *capitalisme*. Ce sont également les boutiques, les petits marchés, les foires, le niveau « inférieur » des échanges économiques qui sont le support à d'autres acteurs, du troisième niveau, et qui leur permet d'accumuler⁶.

Le capitalisme : superstructure du développement

Le développement des techniques de production, qui touchent directement la vie matérielle, a des implications également à un autre niveau. Le développement des outils permet des rendements et une productivité meilleurs. Cette accumulation de gains est réinvestie, de même que l'accumulation des connaissances est échangée. Ainsi les techniques de navigations, qui sont des « outils très quotidiens » de développement et d'amélioration des conditions de vie pour les peuples maritimes (les Pays-Bas, l'Angleterre) sont petit à petit intégrées dans un corpus de connaissances qui forment bientôt une science. Cette science implique des échanges entre savants de plusieurs pays, elle permet et soutient le développement des techniques (retour au premier niveau) qui permettent à leur tour de dégager de l'argent, réinvesti (troisième niveau).

Le sous-système économique du troisième niveau accueille également les grandes foires qui donnent naissance aux bourses. Ces dernières se développent, enfouissant les foires vers le deuxième niveau. La richesse

⁶ F. BRAUDEL, *op. cit.*, p. 28.

dégagée par les échanges marchands trouve bientôt un réemploi ailleurs que dans l'élévation du niveau de vie des marchands. Le capital est recueilli par les banques, prêté, réinvesti, consacré à l'élargissement des possibilités de faire du profit. En même temps, l'église et la société ne jettent plus l'opprobre sur les banquiers, le sous-système culturel s'adapte petit à petit aux progrès techniques et à l'évolution de l'organisation de la production. F. Braudel montre que ce sont à la fois des pratiques financières, des nouvelles techniques de production, mais aussi l'évolution du sous-ensemble culturel (individualisme, valorisation de l'enrichissement et de l'ascension sociale), de l'organisation politique (émergence des États-Nations) et sociale (atomisation du corps social) qui permettent au deuxième niveau braudélien d'engendrer l'organisation capitaliste de la société. F. Braudel insiste également sur le fait que le troisième niveau échappe aux règles de contrôle de l'État, ce qui fait écho à l'analyse des relations entre société et économie élaborée par K Polanyi. Pour lui en effet, « [...] les relations sociales de l'homme englobent, en règle générale, son économie »⁷ et « on peut affirmer, en gros, que tous les systèmes économiques qui nous sont connus jusqu'à la fin de la féodalité en Europe occidentale étaient organisés selon les principes soit de réciprocité, soit de la redistribution, soit de l'administration domestique, soit d'une combinaison des trois »⁸. Le marché de type capitaliste introduit donc une nouveauté. « La maîtrise du système économique par le marché a des effets irrésistibles sur l'organisation toute entière de la société. Au lieu que l'économie soit encadrée dans les relations sociales, ce sont les relations sociales qui sont encadrées dans l'économie »⁹. M. Beaud identifie comme la « composante majeure du basculement du monde », cette autonomie croissante du système économique capitaliste par rapport à la société dans laquelle il s'est formé¹⁰.

Par ailleurs, capable d'assurer une consommation de masse, il cumule pourtant la faculté d'en limiter la diffusion à une partie de la population tout en l'impliquant entièrement dans la réalisation de son objectif: « [...] *le capitalisme déploie aujourd'hui ses dynamiques en fonction des ressources et des besoins solvables d'un à deux milliards d'humains ; les autres milliards, à faibles ressources monétaires ou sans pouvoir d'achat, n'entrent pas dans son univers-alors que lui est entré dans le leur, en modifiant, parfois en bouleversant, leurs conditions de vie et leur manière*

⁷ K. POLANYI, *op. cit.*, p. 74.

⁸ K. POLANYI, *op. cit.*, p. 85.

⁹ K. POLANYI, *op. cit.*, p. 88.

¹⁰ M. BEAUD, *Le basculement du monde*, Éditions La Découverte, Paris, 1997, p. 55.

de voir »¹¹. En effet, le travail en usine, phénomène ancien en Europe, forme actuellement la première génération d'ouvrier dans de nombreux pays du Sud et transforme de façon radicale leur rythme de vie : « *Au travail, il y a les règles à respecter. On ne peut pas dormir quand on veut* », dit Soi, jeune campagnarde, ouvrière chez Par Garment, usine textile des environs de Bangkok¹².

1.2 *Le temps long et l'histoire totale*

Le temps long a une importance fondamentale dans la construction des processus structurant un territoire. Sa prise en compte est, méthodologiquement parlant, d'une importance fondamentale pour saisir les enjeux des sociétés en évolution. Ce n'est qu'avec une vision de long terme que l'on peut déceler des changements dans le rapport des acteurs avec leur environnement ou dans l'articulation entre le mode d'exercice du pouvoir et le sous-système social. L'identité, la personnalité historique d'un « ensemble sociétal », se définit à partir des moments de stabilité de ses sous-systèmes, qui se poursuivent parfois sur des siècles.

Le temps long est en rapport avec ce que F. Braudel appelle la production d'une « histoire totale ». L'histoire d'un ensemble n'est pas uniquement la vie de son niveau capitaliste mais celle de toutes les épaisseurs: les niveaux ne sont pas indépendants, ils sont au contraire perméables. Ce qui se passe au niveau du capitalisme, la pointe émergente de l'iceberg, n'est jamais indépendant de ce qui se passe dans la partie immergée, la vie quotidienne, la production à valeur d'usage. Or la « pointe émergente » est la seule réellement visible, à la fois statistiquement et matériellement. Par ailleurs, l'histoire totale, c'est également l'histoire de la vie économique, sociale, culturelle et politique, de toutes les composantes de l'ensemble sociétal.

Faire l'histoire totale du développement implique également de saisir les liens entre les processus à grande échelle et les changements locaux. F. Braudel inaugure cette façon de faire de l'histoire. Il est rejoint par L.A. Tilly et J.W. Scott que nous étudions plus loin : « *Notre étude de l'histoire sociale s'est concentrée sur les liens entre les processus de*

¹¹ M. BEAUD, *op. cit.*, p. 57.

¹² Interview réalisée par F. DEGRAVE, « Travailleuses de Bangkok », *Chronique féministe*, « Féminismes et développement », n° 71/72, février mai 2000, p. 24-26.

changement à grande échelle, et les expériences des individus et des groupes »¹³.

Le développement d'un pays comme la Belgique, par exemple, a très rapidement été soumis à l'influence d'autres ensembles nationaux et, plus généralement, du contexte international. En Europe, la « révolution industrielle », profond et lent changement technologique, social, politique et idéologique, a provoqué des réactions dans les mini-sous-systèmes locaux. Dans telle ville, un syndicat se crée, dans une autre, on assiste à la création de caisses de secours mutuel. Il s'agit donc de saisir l'influence du contexte global et des macro-sous-systèmes, sur le local et les mini-sous-systèmes. La protection sociale, par exemple, a longtemps été organisée sur le terrain par les ouvriers eux-mêmes. À partir du moment où l'État est entré dans la gestion d'un organisme centralisé de sécurité sociale, celle-ci se voit soumise à un ensemble de contraintes par le biais même de son rapport avec l'État et de la relation de celui-ci avec le niveau capitaliste. En passant du niveau de la civilisation matérielle au niveau de l'accumulation, les contraintes pesant sur les groupes et les individus changent de nature.

2. Le capitalisme historique et les mouvements anti-système chez I. Wallerstein

La lecture d'I. Wallerstein apporte encore un élément supplémentaire au déplacement du regard sur le développement en plaçant l'exploitation et des relations conflictuelles de classes au cœur de la vie des populations¹⁴. Il contribue ainsi à la formulation problématique des rapports entre population et développement

La vision du développement développée par I. Wallerstein s'inspire de celle F. Braudel. Pour I. Wallerstein, analyser l'histoire du développement signifie porter son regard sur ce qui, dans l'histoire, est précurseur du capitalisme. Son angle d'observation est principalement celui des pratiques capitalistes dans l'histoire et des acteurs qui les pilotent¹⁵. F. Braudel plonge son récit dans les profondeurs du quotidien et de la production de valeur d'usage, I. Wallerstein s'intéresse à la superstructure du développement, à l'accumulation.

¹³ L.A. TILLY et J.W. SCOTT, *Les femmes, le travail et la famille*, coll. Histoire, Rivages, Paris, 1987, p. 268.

¹⁴ I. WALLERSTEIN, *Le capitalisme historique*, coll. Repères, La Découverte, Paris, 1996.

¹⁵ I. WALLERSTEIN, *op. cit.*

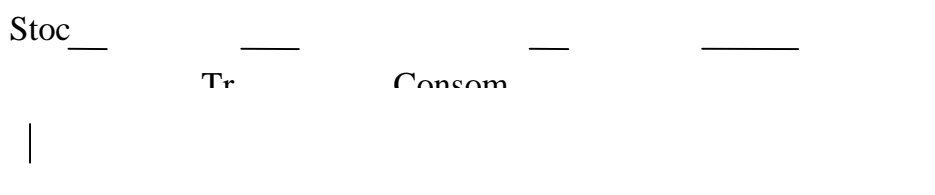
2.1 À l'origine du capitalisme

L'accumulation primitive du capital...

Le capital, c'est de la richesse accumulée, c'est un stock de biens, une accumulation de travail passé et non consommé. Dans le capitalisme, ces résultats du travail passé ne deviennent capital que s'ils servent à créer de la richesse, en vue d'une accumulation supplémentaire. Cette quête incessante et auto-entretenu d'une accumulation toujours plus grande de la part des détenteurs de capitaux est, pour I. Wallerstein, un des principaux moteurs de l'histoire depuis le XVI^e siècle. Dans l'échange, à chaque fois que l'accumulation l'emporte sur un objectif alternatif (la réciprocité ou la redistribution par exemple), c'est le capitalisme qui triomphe.

Comment le capital se constitue-t-il ? Le schéma ci-dessous, élaboré à partir du récit de I. Wallerstein, nous montre que la création de profit nécessite la présence d'un stock de richesses (ressources naturelles), mises en valeur par le travail. Jusque-là, on ne crée que de la valeur d'usage. Celle-ci se transforme en valeur d'échange à partir du moment où elle est vendue sur un marché et consommée. Le profit n'existe que si le prix de vente couvre plus que les coûts du bien produit et permet plus que la subsistance du vendeur.

Schéma 1 : La transformation du capital en profit



I. Wallerstein, comme F. Braudel, estime que ce circuit ne se met en place qu'à partir du XVI^e siècle. Jusque-là, le profit couvre les frais de production et permet à une classe marchande de vivre plus ou moins aisément dans ce que F. Braudel nomme le « deuxième niveau ». Le profit donne naissance au capital et au processus d'accumulation s'il peut être

réinvesti dans des activités génératrices, à leur tour, de profit. Jusqu'au XVI^e siècle, il était difficile de réaliser l'ensemble de ces opérations, soit, nous dit I. Wallerstein, parce que les producteurs ne disposaient pas d'une force de travail qu'ils pouvaient mobiliser « librement » (en effet, une grande partie de la paysannerie travaillait pour un seigneur dans le cadre du servage), soit parce que l'accumulation et le profit étaient considérés comme « immoraux » par l'instance religieuse. L'émergence du capitalisme réclame donc l'extension de la marchandisation (toutes les activités deviennent marchandes, c'est la fin de la création de valeurs d'usage) et la prolétarianisation d'une partie croissante de la main-d'œuvre¹⁶. Très concrètement il fallait que, pour que s'étendent les possibilités de profit, la main d'œuvre soit de plus en plus dépendante du marché pour s'approvisionner (fin de l'auto-production) et que celle-ci soit affranchie des liens féodaux pour entrer dans le salariat.

...à la base du fonctionnement du capitalisme

Nous venons d'analyser le processus d'accumulation à la base du fonctionnement capitaliste tel que I. Wallerstein l'envisage et qui n'est pas sans rappeler celui de K. Marx. Nous tentons ici d'approfondir le fonctionnement du circuit d'accumulation en examinant les différentes étapes. Tout d'abord, ce circuit décrit par I. Wallerstein nous permet-il de comprendre la différence entre ce que F. Braudel appelle « l'économie de marché » et le capitalisme ? Le capitalisme, c'est une économie de marché mais qui se distingue d'elle par des rapports humains, économiques et sociaux différents¹⁷. Par des espaces impliqués différents, des temps également. Dans une économie de marché, les trafics locaux ou à faible distance sont des échanges « transparents » : client, intermédiaire, marchand. Le profit est plus ou moins prévisible, l'accumulation « maîtrisable ». Si le producteur fait du stockage pour faire augmenter les prix, si le marchand quadruple le prix de vente par rapport à son coût, c'est l'économie « opaque », le troisième niveau qui émerge. C'est l'accumulation, le profit non modéré qui marque le passage de l'économie de marché, où la concurrence se fait sur la qualité des produits, vers le capitalisme, où le monopole est de mise. Ce niveau cherche à se débarrasser des règles du marché, à être « désencastré ». Il substitue aux règles du marché collectif, transparent, une économie opaque et avide d'accumulation. Le simple fait qu'il y ait un intermédiaire entre producteur

¹⁶ I. WALLERSTEIN, *op. cit.*, pp. 37-43.

¹⁷ F. BRAUDEL, *op. cit.*, pp. 54 et suiv.

et acheteur encourage le profit et l'accumulation. Le fait de rompre ou d'aveugler la relation entre producteur et acheteur permet au capitalisme de naître. Plus les chaînes entre producteur et acheteur s'allongent (intermédiaire, transformation, mondialisation), plus le capitalisme se déploie. Plus il a le choix aussi entre des zones différemment profitables. Cette organisation est extrêmement efficace, la plus rémunératrice en tout cas.

2.2 Une population en opposition : les mouvements anti-systémiques dans l'histoire du capitalisme

Un système « absurde »

I. Wallerstein qualifie le fonctionnement du système capitaliste de fonctionnement absurde. Il veut dire par là non pas que le circuit du capital n'est pas sensé (il l'est de manière redoutable) mais que l'élargissement de l'accumulation à des régions de plus en plus lointaines a constitué *globalement* une dégradation des conditions de vie des populations mondiales, à la fois du point de vue économique et du point de vue politique. On pourrait pourtant objecter à son propos que la condition de la classe ouvrière dans la plupart des pays occidentaux s'est améliorée. Certes, mais c'est grâce à l'extraction de plus value à la périphérie ET par l'exploitation effectuée dans le « premier » niveau de F. Braudel, celui de la vie domestique. En effet, il ne faut pas oublier que l'accumulation capitaliste a été rendue possible par le pillage des ressources coloniales (vol, échange inégal), et l'exploitation aggravée des travailleurs de la périphérie ainsi que par le fait que de nombreuses femmes assurent les services domestiques, souvent en plus d'un travail mal rémunéré, ce qui évitent aux détenteurs des capitaux de verser des salaires masculins trop élevés. Cette exploitation du travail féminin constitue ni plus ni moins qu'un transfert de plus value supplémentaire. « *Pour la proportion grandissante des forces de travail mondiales qui vivent dans les zones rurales, ou migrent de ces dernières à des bidonvilles urbains, la situation est pire que celle de leurs ancêtres d'il y a cinq cents ans* »¹⁸.

La réflexion autour de l'absurdité du capitalisme bouscule des notions qui lui sont souvent associées, comme celle de « progrès » par exemple. Le progrès technologique obtenu dans la course effrénée à l'accumulation a, sur le plan humain et environnemental, des conséquences irréversibles. La

¹⁸ I. WALLERSTEIN, *op. cit.*, p. 99.

réflexion d'I. Wallerstein débouche, pour nous, sur une sérieuse mise en garde pour l'analyse de la mondialisation: l'interprétation de l'évolution des sociétés demande de se démarquer de l'idéologie du progrès. Celle-ci invite en effet à lire l'ensemble du développement à partir de sa superstructure (le capitalisme) et de ce qu'elle est pour le centre de l'économie-monde¹⁹. « *Il est tout à fait essentiel de savoir à quelles réalités a correspondu l'idéologie du progrès, car à défaut de les avoir discutées, on ne saurait entreprendre de façon intelligible l'analyse des transitions d'un système historique à un autre* »²⁰.

Des luttes pour le combattre

I. Wallerstein accorde d'ailleurs une place importante dans son analyse à ceux qui s'insurgent contre le système, à ceux qui s'organisent pour lutter contre les processus de paupérisation et de périphérisation. Là où F. Braudel voit des processus tout-puissants, quasi inéluctables, I. Wallerstein révèle des résistances farouches. « *La lutte la plus élémentaire et à bien des égards la plus évidente est celle qui oppose le petit groupe des grands bénéficiaires du système au large groupe de ses victimes* »²¹. Il identifie principalement deux variantes de cette lutte « élémentaire » : celle qui s'oppose à la domination d'une classe sur une autre classe (mouvement socialiste) et celle qui s'oppose à la domination d'un centre sur sa périphérie dans le cadre du système-monde (mouvement nationaliste), une autre variante de la lutte des classes.

I. Wallerstein propose donc une vision de la population secouée par des luttes de classes. Il enrichit ainsi la vision braudélienne qui accorde une grande place aux mouvements démographiques ainsi qu'aux stratégies de long terme formulées par certains groupes sociaux face aux processus de développement mais n'accorde pas de pouvoir de changement à ces groupes sociaux, hormis aux « happy few » qui dirigent le système capitaliste. Dans les ouvrages de F. Braudel, les masses populaires sont visibles mais silencieuses. À partir du concept de mouvement anti-systémique, I. Wallerstein met, lui, en évidence la protestation des mouvements collectifs et leur capacité à apporter un changement dans les conditions de vie des classes populaires. Il s'agit d'y rester attentif également dans l'analyse de la mondialisation et de ses opposants.

¹⁹ Sur la notion d'économie-monde, nous renvoyons au point suivant.

²⁰ I. WALLERSTEIN, *op. cit.*, p. 103.

²¹ I. WALLERSTEIN, *op. cit.*, p. 58.

3. Les économies-mondes: un concept pour comprendre les inégalités de développement à l'échelle du globe

« Toute économie-monde se partage en zones successives. Le cœur, c'est-à-dire la région qui s'étend autour du centre [...]. Puis viennent des zones intermédiaires, autour du pivot central. Enfin très larges, des marges qui, dans la division du travail qui caractérise l'économie-monde, se trouvent subordonnées et dépendantes, plus que participantes »²².

Pour rendre compte de l'importance de l'espace couvert par le niveau capitaliste, F. Braudel et I. Wallerstein développent les concepts d'économie-monde et de système-monde. Évidemment, le capitalisme a envahi tout le globe mais qui, concrètement, « pratique » le capitalisme ? Le capitalisme, nous dit F. Braudel, est le fait de quelques privilégiés qui « périphérisent » les régions les plus lointaines mais également des régions plus rapprochées. L'axe centre-périphérie est un instrument intéressant pour comprendre la formation des inégalités à l'échelle du globe.

3.1 La genèse d'une économie-monde : un nouveau rapport de force entre territoires

Le concept de système-monde est développé à la fois par F. Braudel et I. Wallerstein. Les deux auteurs analysent la société comme un tout structuré. Le point de départ de l'analyse de F. Braudel sont les espaces géographiques, sillonnés par des veines commerciales, découpés en niveau hiérarchique. Il y a d'abord un centre, un noyau économique, pôle d'attraction et rayonnement. Dans la société méditerranéenne, il s'agit des villes, de pôles urbains qui commande tout l'espace alentours et subordonnent des territoires entiers dans une division du travail dont le noyau urbain est le sommet de la hiérarchie. I. Wallerstein fait apparaître cette hiérarchisation des territoires très clairement lorsqu'il parle du développement géographique des réseaux marchands : *« Par ailleurs, le développement géographique des réseaux marchands ne s'est pas effectué par hasard. Lorsqu'on les retrace sur une carte, on s'aperçoit qu'ils ont une configuration centripète nette. Leurs points de départ ont été divers,*

²² F. BRAUDEL, *La dynamique du capitalisme*, coll. Champs, Flammarion, Paris, 1985, p. 86.

mais leurs points d'arrivée ont tous tendu à converger vers un petit nombre de régions. Nous dirions aujourd'hui qu'ils ont tendance à se déplacer de la périphérie vers le centre, ou le "cœur" de l'économie-monde capitaliste »²³.

Cet axe centre-périphérie est la dynamique qui permet à une *économie-monde* de se constituer. Au début, les écarts de richesses entre espaces géographiques sont faibles et la division du travail entre régions très limitée. Puis, des facteurs historiques, démographiques, écologiques se trouvent être à la base d'une polarisation accrue entre plusieurs régions géographiques. Il s'installe un rapport de force inégal entre territoires. Ces différences seraient rapidement gommées si le fonctionnement du capitalisme n'avait pas précisément pour caractéristique de se greffer sur les différences de développement des forces technologiques, des richesses, pour introduire un rapport de force entre un « cœur » nouvellement constitué et les régions intermédiaires.

I. Wallerstein nous précise que ce rapport de force défavorable à la périphérie se concrétise par un *système de prix* qui lui est systématiquement désavantageux. C'est l'échange inégal. Celui-ci est imposé par la force (pas nécessairement militaire) et affermit le contenu hiérarchique du lien entre un centre et sa périphérie. Quelles sont les vecteurs de l'échange inégal ? I. Wallerstein en cite plusieurs²⁴, F. Braudel les illustre²⁵ : rareté artificielle, tricherie sur les prix, exclusivité d'une ligne de commerce, monopole, exclusivité d'un procédé de fabrication, intégration verticale ou contrôle de filières de production. L'échange inégal n'est en réalité rien d'autre qu'un transfert de surplus d'une région à une autre, ce qui permet au centre de l'économie-monde d'accumuler et d'investir et d'accumuler encore.

Ce cercle « vertueux » pour le centre explique la grande stabilité des économies-mondes et leur relative pérennité, pour peu que les instances politiques laissent faire ce qui fut le cas puisque les accumulateurs ont les moyens d'installer des États assez puissants pour protéger leurs intérêts et les termes de l'échange montrent bien à quel point, dans la Méditerranée, les espaces se meuvent lentement, les passations de pouvoir étant conflictuelles et longues. Le passage d'un centre à un autre implique un déplacement des flux économiques, ce qui se fait de manière chaotique, conflictuelle, douloureuse (crises, guerres). Les événements précipitent

²³ I. WALLERSTEIN, *op. cit.*, p. 30.

²⁴ I. WALLERSTEIN, *op. cit.*, pp. 29-34.

²⁵ F. BRAUDEL, *L'identité de la France*, t. II, coll. Champs, Flammarion, Paris, 1990, pp. 55-58.

d'ailleurs plus souvent le déclin qu'ils ne l'amorcent. La violence est de mise dans ce passage, violence vis-à-vis de l'ancien centre (cela se voit dans la « passation de pouvoir » entre la Méditerranée et Anvers) et vis-à-vis de la périphérie à inféoder. Le centre rassemble les richesses, les nouveautés, les pays intermédiaires n'ont que des industries imparfaites.

3.2 *Empire monde et économie monde*

Pour F. Braudel, l'économie-monde, c'est « *l'économie du monde pris en son entier, le « marché de tout l'univers » comme disait déjà Sismondi* »²⁶. Par « économie-monde », il entend l'économie d'une partie de la planète, une partie homogène, un « tout » économique. Par exemple, la Méditerranée a été une économie-monde, l'Atlantique en est une aussi.

« Une économie-monde peut se définir comme une triple réalité :

– Elle occupe un espace géographique donné, elle a donc des limites qui l'expliquent et qui varient, bien qu'avec une certaine lenteur. Il y a même forcément, de temps à autres, mais à long intervalles, des ruptures. [...].

– Une économie-monde accepte toujours un pôle, un centre, représenté par une ville dominante, jadis un État ville, aujourd'hui une capitale, entendez une capitale économique [...]. D'ailleurs il peut exister, de façon même prolongée, deux centres à la fois, dans une même économie-monde [...]. »

Pour F. Braudel et I. Wallerstein, une économie-monde est une entité économique aussi vaste qu'un empire mais cela n'en est pas un. C'est avant tout une entité économique. Elle comprend à l'intérieur de ses frontières des états nationaux « souverains ». C'est un système mondial, non pas parce qu'il s'étend au monde entier mais parce qu'elle est plus grande que toute entité politique juridiquement définie. Soit « *un morceau de la planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique* »²⁷.

²⁶ F. BRAUDEL, *op. cit.*, p. 84.

²⁷ F. BRAUDEL, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV^e-XVIII^e siècle*, t. III, Armand Colin, Paris, 1979, p. 12.

Ces liaisons économiques seront par la suite renforcées par des liens culturels et parfois par des liens politiques (une structure confédérale par exemple). L'économie-monde est, par ailleurs, indissociable du capitalisme qui offre un mode d'appropriation du surplus beaucoup plus efficace. Les empires mondes s'approprient le surplus via l'impôt, les taxes, les corvées ce qui nécessite un lourd appareil répressif. Dans une économie-monde, c'est le commerce et le prix, mode d'accumulation beaucoup moins facilement identifiable et surtout plus souple ! Une caractéristique qui en découle et que dans l'empire-monde, la division internationale du travail se déploie au sein d'un espace étatique unique (et d'une législation unique) tandis que dans l'économie monde, elle se déploie dans un espace inter-étatique.

I. Wallerstein estime que l'on ne peut parler d'économie-monde qu'à partir du XVI^e siècle et en Europe. Pour F. Braudel, il existe déjà des économies-mondes dans l'Antiquité. Selon lui, le monde est divisé en zone économiques plus ou moins centralisées bien avant, dès le Moyen Âge, voire l'Antiquité. Ces économies-mondes n'ont encore que des échanges limités. Il cite l'exemple de l'empire Turc (jusqu'à la fin du XVIII^e siècle), de la Méditerranée ou de certaines villes comme Saint-Malo qui ont été durant une certaine période de 1710 à 1718, une plaque tournante du commerce avec l'Amérique du sud (grâce au commerce de l'or et de l'argent)²⁸.

L'intérêt de penser le développement à l'aide du concept d'économie-monde est principalement de saisir les processus à la base des inégalités de développement. Il implique de se pencher sur les liens entre pays et sur les échanges inégaux comme facteur d'appauvrissement. L'économie-monde établit les liens entre les processus mondiaux et les processus nationaux et nous force à sortir de l'histoire nationale, locale, pour voir ce qui, dans le développement, prend racine dans les échanges entre pays.

L'apport principal des deux auteurs réside dans la distinction entre les strates du développement, civilisation matérielle, économie d'échange et capitalisme. Ce faisant, nous sommes invités à ne pas confondre la constitution d'un noyau industriel performant avec le développement et obligés à une lecture critique de l'histoire vue comme modernisation capitaliste, en démontrant la fonction de développement de la civilisation

²⁸ F. BRAUDEL, *L'identité de la France*, t. II, coll. Champs, Flammarion, Paris, 1990, p. 72.

matérielle ou de l'économie d'échange. F. Braudel n'oppose pas tradition et modernité, nature et culture mais renouvelle les catégories du développement à partir d'un langage marxiste: valeur d'usage, valeur d'échange, matérialisme, infrastructure...

F. Braudel met également en lumière les acteurs du troisième niveau dont il démontre le pouvoir ainsi que les acteurs obliés d'une histoire vue à travers le prisme de la modernisation, dont il démontre l'opiniâtreté et les fonctions de développement comme les communautés paysannes. Il contribue ainsi à éclairer, encore insuffisamment cependant, l'interface entre développement et population. L'apport de I. Wallerstein réside principalement dans le concept de mouvements anti-systémiques. La rencontre des deux auteurs sur le terrain du pôle « population » produit d'ailleurs une hypothèse intéressante. On est en effet en mesure de se demander si ce n'est pas auprès des acteurs de l'infrastructure du développement (la civilisation matérielle), de ceux qui ne participent pas à la constitution des pôles performants et qui n'en bénéficient pas, qu'il faut chercher les stratégies de résistance les plus farouches au capitalisme et des tentatives pour redéfinir le développement sur des bases collectives. Dans une certaine mesure, c'est ce que l'on peut observer dans les communautés paysannes d'Amérique latine qui expriment leur mécontentement par rapport à un développement marchand incapable de satisfaire les besoins locaux de la population.

La richesse de la vision braudélienne réside aussi dans la continuité dans laquelle l'historien inscrit l'histoire des trois mondes. F. Braudel cherche les liens entre niveaux du développement, il refuse de voir des ruptures entre civilisation matérielle, échanges et capitalisme ou une « génération spontanée » des niveaux²⁹. Chaque niveau inférieur porte en lui les germes du niveau supérieur et lui survit³⁰.

²⁹ Cette vision de la continuité entre niveau ne constitue pourtant pas une vision rostowienne avant la lettre. Même si la vision de F. BRAUDEL est infiniment plus complexe, il y a un réel danger à lire F. BRAUDEL dans une perspective évolutionniste. Afin de se préserver de ce danger, nous rappellerons qu'il faut bien se garder de chercher chez F. BRAUDEL une vision normative du développement ou de confondre sa perspective d'une construction en niveau avec une perspective chronologique. Au contraire, les niveaux se construisent suivant une temporalité plurielle, émergeant lentement dans le secteur agricole, s'élevant de façon beaucoup plus rapide dans le secteur des mines, laissant parfois intacts leur infrastructure.

³⁰ F. BRAUDEL développe l'exemple de la France. Là, dit-il, le troisième niveau n'a pas détruit les deux premiers. La révolution française est comme un compromis entre la bourgeoisie qui veut accumuler et les paysans qui participent à la révolution. Jusqu'en 1914, on observe le maintien de la petite propriété paysanne et des communaux ainsi que le refus d'imposer l'accumulation du noyau capitaliste. Ce n'est que tard, sous le

F. Braudel propose incontestablement une vision complexe et originale du développement des sociétés. Il pratique dans ses ouvrages une grille d'analyse interdisciplinaire des processus de développement, articulant les explications de type économique, social, politique et culturel. Démographie, sociologie, science politique, agronomie coopèrent à la mise en évidence d'une « autre » vision du développement, où l'économie dans sa variante capitaliste est « remise à sa place » et n'intervient pas comme principale catégorie d'interprétation. En d'autres termes, F. Braudel parle de développement et pas seulement de croissance. I. Wallerstein introduit également une distance qualitative entre progrès et capitalisme. Dans les deux cas, les auteurs donnent des clés d'interprétation du développement façonnées au départ de plusieurs disciplines.

La limite la plus importante de l'articulation population-développement réside cependant ailleurs. Aussi bien chez F. Braudel que chez I. Wallerstein, la dimension du « genre » est ignorée. La population est asexuée et le critère du sexe n'est pas facteur de différenciation sociale. Aucun des deux auteurs ne parlent des fonctions assumées spécifiquement par les hommes et les femmes dans le développement et dans les mouvements d'opposition au système. Cette mutilation du sexe de l'histoire, de la société ou des mouvements anti-systèmes révèle le caractère inachevé de la grille d'analyse des deux auteurs. Nous pensons que le genre peut être une façon originale d'explorer la question du développement et d'y faire apparaître la population, à condition de l'articuler à d'autres approches comme, par exemple, celle des classes sociales.

5. Expérience des femmes et développement : une rencontre entre F. Braudel, L.A. Tilly et J.W. Scott

« Le terme de population peut se référer aussi bien à des moustiques qu'à des humains »³¹.

La pensée sur le genre a réinterrogé de nombreuses périodes du développement européen. L'industrialisation constitue sans doute la période

général De Gaulle et les débuts du marché commun que l'agriculture de « deuxième niveau » est déconstruite, avec pour conséquence une dégradation de l'alimentation, le modèle de consommation populaire de qualité basé sur la petite propriété étant concurrencé par la production industrielle.

³¹ B. DUDEN, « Population » in I.W. SACHS (ed.), *Development dictionary*, ZED books, London, 1992, p. 147 cité par M. MIES et V. SHIVA, *Ecoféminisme*, coll. Femmes et Changements, L'Harmattan, Paris, 1998, p. 312.

la plus fréquemment revisitée. L.A. Tilly et J.W. Scott, deux historiennes, y ont plus particulièrement consacré leurs travaux avec, pour fil conducteur, la transformation des rôles sexuels familiaux. Leur approche de la période industrielle à partir de ce qu'elle a été en termes de « stratégies familiales » et du rôle actif de la femme nous a paru une façon intéressante d'articuler population et développement. Nous entreprenons donc ici de présenter leur grille de lecture, d'en tirer quelques réflexions pour comprendre le rôle des femmes dans le développement et d'organiser la rencontre avec F. Braudel et I. Wallerstein.

Sans entreprendre de vérifier la cohésion parfaite des grilles de lecture des deux groupes d'auteurs, nous voulons retenir du parallèle que nous établissons ici quelques balises pour l'étude du rôle actif des femmes dans les niveaux du développement dont l'intérêt nous semble bien établi.

5.1 La mise en évidence du travail des femmes et des stratégies familiales

Le livre de L.A. TILLY et J.W. Scott est centré sur l'analyse des stratégies familiales et sur l'activité féminine comme élément de cette stratégie. « *Nous décrivons le travail des femmes et les stratégies de la famille comme une réaction aux possibilités économiques et aux pressions démographiques* »³². La première différence avec le récit de F. Braudel est que L.A. Tilly et J.W. Scott centrent leur analyse sur l'entité familiale comme lieu d'adaptation, de formulation de stratégies, d'action. L.A. Tilly et J.W. Scott veulent mettre en évidence les liens entre les processus à grande échelle et l'expérience de ces familles ou individus isolés. Comment les changements dans l'organisation de la production, la pression démographique, l'urbanisation affectent-elles les classes populaires, comment les familles y réagissent-elles, comment le travail des femmes y est-il mobilisé ? La population apparaît dans sa dimension *sexuée* et les femmes y sont rendues visibles. Il s'agit d'un regard beaucoup plus aiguë que celui que F. Braudel porte globalement sur les « masses ». Dans *Les femmes, le travail et la famille*, L.A. Tilly et J.W. Scott parlent depuis l'intérieur de la cellule familiale, elles décrivent les stratégies familiales d'adaptation aux processus de changements à grande échelle ainsi que les fonctions féminines dans ces stratégies.

³² L.A. TILLY et J.W. SCOTT, *Les femmes, le travail et la famille*, coll. Histoire, Rivages, Paris, 1987, p. 19.

Une autre différence entre L.A. Tilly et J.W. Scott et F. Braudel est précisément la place accordée au *rôle actif* des femmes dans l'histoire du développement. Pour F. Braudel, la femme est associée à la maison, à la famille. « *La maison sépare nettement du dehors...* » ; « *Elle n'est le domaine de la famille et du privé, que parce qu'elle est celui de la femme, nourricière et reproductrice, et le lieu des activités biologiques essentielles, la nourriture, le sommeil, la procréation. La présence de l'homme y est en conséquence strictement limitée. Tout le jour il en est exclu : sa place est ailleurs, au champs, ou, en ville, sur la place, au café, à l'assemblée avec les autres hommes...* »³³. Mais où donc sont les femmes paysannes qui travaillent toute la journée avec leur mari dans les champs, responsables des cultures d'autoconsommation, qui permettent la survie dans les campagnes ? Où sont les femmes dans les mines et les usines, lieu de départ de mouvements sociaux qui ont revendiqué une amélioration des conditions de travail ?

L.A. Tilly et J.W. Scott rendent aux femmes leur voix et leurs gestes et démontrent l'importance de l'activité féminine dans la stratégie familiale. Ainsi, au lieu d'opposer famille et travail comme cela se fait d'habitude, elles considèrent la famille comme un des lieux auquel est attaché le travail des femmes. « *Nous estimions dépassées ces oppositions entre famille et travail, tradition et modernité, dépendance et autonomie, femmes et hommes. L'histoire du travail telle que nous l'avions cernée impliquait une corrélation entre ces facteurs plutôt qu'une stricte opposition* »³⁴.

5.2 Le travail des femmes : observatoire de l'oppression des femmes

En quoi consiste précisément le travail des femmes ? Dans la discussion théorique autour de la façon dont le genre organise le travail, les débats présentent souvent celui-ci comme partagé entre d'un côté le travail domestique assumé par les femmes et d'un autre le travail productif assumé par les hommes. L'opposition entre ces termes ne résiste pas à une mise en perspective historique. Le travail domestique (« *domus* », qui se déroule dans la maison) a d'abord été productif et reproductif, les deux sexes exerçant leurs activités à la maison, qu'ils soient paysans indépendants ou salariés saisonniers pour un intermédiaire des filatures qui vient, encore

³³ F. BRAUDEL, *La dynamique du capitalisme*, coll. Champs, Flammarion, Paris, 1985, p. 205.

³⁴ L.A. TILLY et J.W. SCOTT, *op. cit.*, p. 11.

jusqu'à la moitié du XIX^e siècle, apporter le travail aux métiers installés dans les campagnes.

C'est bien ce que démontrent L.A. Tilly et J.W. Scott dans leur étude des fonctions féminines pendant la proto-industrialisation en Grande-Bretagne et en France. Les femmes ont toujours exercé une activité productive destinée à assurer la subsistance de la maisonnée et, dès le XVIII^e siècle, les femmes gagnent un salaire, individualisé (en usine) ou familial-collectif (lorsque les époux sont tous les deux responsables d'une production qu'ils commercialisent ou vendent à un intermédiaire). L'activité monétaire des femmes est même vitale. « *La participation des femmes au marché local assurait la subsistance de la famille et elles pouvaient utiliser la somme pour acheter aliments et fournitures pour la maisonnée* »³⁵. Cette continuité dans le travail des femmes (qui n'exclut pourtant pas le changement dans ses formes, sa rémunération ou ses lieux) se double de la persistance d'une forme caractéristique de travail féminin, liée à la famille et la reproduction: éducation des enfants, préparation des repas, couture...

Précisément, si la famille est un lieu de travail pour les femmes, elle est aussi un lieu de conflit. À nos yeux, cet aspect conflictuel n'apparaît pas assez chez L.A. Tilly et J.W. Scott. Bien qu'elles mentionnent les négociations, les marchandages, la contestation et la domination comme étant quelques uns des aspects des rapports de sexes au sein de la famille, elles avancent peu de matériaux concrets qui leur permettraient de déboucher sur une démonstration rigoureuse du système d'oppression familial ou social. La lecture de P. Penn Hilden est plus stimulante à ce sujet. Dans *Women, work and politics*, elle montre bien comment les femmes des classes populaires avalent une double journée de travail, pour un patron et pour leur famille³⁶. D. De Weerdt dans *En de vrouwen ?* insiste également sur l'apparition de la femme-objet, dont le corps est progressivement mis à la disposition de la satisfaction des besoins masculins, d'autant que les salaires féminins dans l'industrie ne permettent pas de vivre décemment³⁷.

Selon nous, la façon dont s'organise le travail des femmes (temps, lieux, rémunération, responsabilités) donne un aperçu des contraintes qui

³⁵ L.A. TILLY et J.W. SCOTT, *op. cit.*, p. 64.

³⁶ P. PENN HILDEN, *Women, work and politics. Belgium 1830-1914*, Clarendon Press Oxford, New York, 1993.

³⁷ D. DE WEERDT, *En de vrouwen ? Vrouw, vrouwenbeweging en feminisme in België (1830-1960)*, Masereelfonds, Gent, 1980, chapitre 1, D.

pèsent sur elles ou des choix qu'elles peuvent formuler. Ces contraintes à l'émancipation ou à l'autonomie constituent les arcanes du système d'oppression des femmes. On ne trouve pas chez L.A. Tilly et J.W. Scott l'effort de théorisation de l'oppression que fait, par exemple, E. Sullerot dans *Histoire et sociologie du travail féminin*. Elle estime que « *l'activité de la femme au foyer a peu à peu accusé une différence de régime de plus en plus grande avec le travail masculin, lequel évoluait de plus en plus loin des modèles de « production-consommation » simples que perpétuait la femme* »³⁸. Cette évolution s'est accompagnée de la sous-estimation continue du travail de la femme et de sa mise à l'écart en termes de pouvoir. La confusion entre nature (maternité) et fonctions imposées (s'occuper des enfants), l'amalgame « femmes = intérieur » et la peur de la liberté sexuelle féminine sont les trois principaux soubassements (réactivés régulièrement dans l'histoire) du système mis en place par les hommes pour empêcher les femmes de s'éloigner du foyer. Pour E. Sullerot, l'oppression (qui se manifeste par des pressions morales, des violences physiques, une culture, un salaire inférieur à celui des hommes, une division sexuelle du travail génératrice d'inégalités...) prend sa source dans l'interdit implicite fait aux femmes d'accéder à l'indépendance. Le système d'oppression est donc solidement ancré dans les liens sociaux de la famille mais il développe des rhizomes dans la vie communautaire et professionnelle où un patron peut choisir de sacrifier la logique du profit à celle du patriarcat et préférer se passer de travailleuses qu'ils rémunérerait moins pour engager exclusivement des hommes.

Nous avons dit plus haut que la division sexuelle du travail pouvait être une des courroies de transmission de l'oppression. Pourtant, la division sexuelle du travail, qu'il s'agisse du travail lié à la production ou à la reproduction, n'est pas par nature porteuse de différences hiérarchisantes ni d'oppression. C'est ici qu'il nous faut prendre une précaution: la nature des relations ne nous dit rien, bien leur histoire. Ce n'est qu'en replaçant les relations entre sexes dans leur contexte historique, en examinant les marges de négociation, que l'on peut définir l'oppression. Le travail de l'épouse dans la maison ne peut être considéré comme une division sexuelle du travail inégale et une oppression à l'intérieur du système de production domestique qu'à partir du moment où l'on examine ce que le travail domestique permet et interdit en matière *d'autonomie* (prise de décision, accès à des ressources par d'autres moyens que le mariage...) et que l'on

³⁸ E. SULLEROT, *Histoire et sociologie du travail féminin*, coll. Grand format Femme, Gonthier, Paris, 1968, p. 22.

examine la structure de propriété des biens dans l'unité de reproduction. Le code Napoléon instaure ainsi clairement la domination masculine sur la femme mariée.

Par ailleurs, pour L.A. Tilly et J.W. Scott, la division sexuelle du travail n'est jamais définitive. « *La reproduction est une activité culturellement définie et socialement organisée; elle n'entraîne pas pour les femmes de conséquences sociales inhérentes ou inévitables [...] À l'époque préindustrielle, l'organisation économique sur une petite échelle offrait aux femmes plus de chances de conjuguer une activité productrice et des responsabilités reproductrices socialement définies. À l'ère industrielle, les choix étaient plus réduits à cause des exigences de lieu, de taux de production et d'horaires imposées par un nombre croissant de travaux et de l'opinion culturellement renforcée que la reproduction était une fonction exclusivement féminine et l'unique rôle de la femme* »³⁹.

Enfin, il convient de rester attentifs aux compensations qu'offrent la domination masculine dans la sphère professionnelle comme familiale. « *Indissociable du mode de production des biens et de reproduction de la société, la domination masculine s'assortit pour les femmes de compensations qui expliquent leur part de consentement : pour les deux derniers siècles, une législation protectrice spécifique du travail, une plus grande irresponsabilité pénale, un surinvestissement du rôle maternel puis du pouvoir social, des pouvoirs de maîtresse de maison qui s'exercent sur les domestiques, - c'est-à-dire d'autres femmes - et les enfants, des complicités entre femmes ou entre mères et filles ou encore les jeux subtils de la galanterie et de la séduction* »⁴⁰. La domination est par conséquent rarement totale, l'oppression souvent discontinue. Le face à face dominant-dominé ne nous intéresse que dans la mesure où, comme le rappelle F. Thebaut, il est conceptualisé, expliqué et que l'on en comprend les médiations concrètes ou symboliques⁴¹.

5.3 Les femmes dans l'organisation de la subsistance familiale durant la période de l'industrialisation

L.A. Tilly et J.W. Scott analysent, pour la période pré-industrielle et industrielle, le travail des femmes, sa forme, sa rémunération, le partage

³⁹ L.A. TILLY et J.W. SCOTT, *op. cit.*, p. 22.

⁴⁰ F. THEBAUT, *Écrire l'histoire des femmes*, Fontenay-aux-Roses, ENS Éditions, 1998, p. 96.

⁴¹ F. THEBAUT, *op. cit.*, p. 95.

entre travail domestique et travail effectué en dehors de la maison, sur le marché du travail, ainsi que les rapports de pouvoir entre membres du ménage. Elles cherchent à comprendre l'impact du capitalisme industriel sur l'activité des femmes ainsi que le fonctionnement du genre. Leur analyse débouche sur « *quelques routes conceptuelles* » qui croisent en des points névralgiques celles tracées par F. Braudel dans *La dynamique du capitalisme*.

L'économie de production familiale

Dans le cadre de l'économie de production familiale, les tâches familiales s'articulent autour de la fourniture de biens et services visant directement la subsistance à travers l'auto-production ou l'échange. Ce sont les besoins de la famille dans son ensemble qui dictent les activités de chacun et déterminent si l'on envoie les enfants en nourrice ou s'ils restent à la maison par exemple. La division du travail entre les sexes est souple. « *Puisque tous les membres de la famille travaillaient ensemble et bénéficiaient conjointement de l'entreprise, certaines tâches étaient acquises par les deux sexes et pouvaient devenir interchangeables* »⁴². Cela signifie aussi que le genre imprime de façon limitée sa marque dans les tâches accomplies par les deux sexes dans le cadre de l'économie de production familiale. Toutes les tâches liées à la subsistance ne font pas encore l'objet d'une spécialisation sexuelle. Dans les familles d'artisans, l'homme exerce son métier à part entière mais peut être remplacé par sa femme (c'est ce qui se produit lorsqu'il décède). Cette dernière est manœuvre pour son mari et assure, en plus, les fonctions de reproduction.

Cependant, dans des métiers proto-industriels comme le tissage et le filage du coton, la division entre homme et femme est marquée très tôt, les hommes s'accaparant le tissage et les femmes le filage.

L'économie de salaire familial

Dans l'économie de salaire familial, l'ensemble des gestes, accomplis dans le cadre de l'économie monétaire, n'ont pas pour but de pourvoir directement à la vie des individus vivant sous un même toit (contrairement à l'auto-production) mais bien indirectement, à travers l'échange de la force de travail contre rémunération, dans le cadre d'un emploi industriel ou

⁴² L.A. TILLY et J.W. SCOTT, *op. cit.*, p. 67.

proto-industriel (qui peut s'effectuer aussi bien à domicile qu'à l'extérieur de la maison).

Le terme « salaire familial » peut donc désigner deux types d'organisation familiale assez différentes. Dans le travail industriel, les différents membres de la famille sont salariés, temporairement ou définitivement selon les besoins de la famille (les femmes et les enfants peuvent ne pas être tout le temps occupés). Dans le travail proto-industriel, le travail est rémunéré à la tâche par un négociant ou un commanditaire. En Belgique, plusieurs facteurs font en sorte que le travail à domicile reste intéressant tout au long du XIX^e siècle et jusqu'au début du XX^e : la liberté de produire en dehors des corporations, le moindre coût, la flexibilité, la réglementation du travail des femmes, l'essor des grands magasins demandeurs de couturières à domicile... L.A. Tilly et J.W. Scott négligent un peu la différence entre les deux types d'organisation qu'elles englobent sous le même terme. Le travail proto-industriel induit également des rapports de travail assez différents, en termes d'autonomie et de subordination, ainsi qu'en termes de genre. Dans le cas du travail salarié à domicile, il n'y a pas de différences visibles de salaires entre le mari et l'épouse qui travaillent ensemble puisque le travail est rémunéré globalement, à la tâche (il s'agit bien d'une « économie de salaire *familial* », ou d'une économie domestique salariée). Dans le cas du travail industriel, les époux travaillent séparément, le travail des femmes est toujours moins bien rémunéré, ce qui induit et témoigne de rapports de genre différents (et il est plus correct de parler d'économie de salaire *familiale*). Nous nous contentons de faire cette remarque et d'en tenir compte dans le regard que nous poserons sur le travail au début de l'époque industrielle.

Dans l'économie de salaire familial, les fonctions féminines et masculines semblent plus marquées. On peut rappeler ici que pour P. Penn Hilden, si le genre n'est pas un principe de distinction des tâches dans les premiers temps des mines en Belgique (certains travaux pouvaient être accomplis par les deux sexes et le travail de fond n'était pas réservé aux hommes), il le devient progressivement jusqu'à stigmatiser tous les métiers⁴³.

⁴³ P. PENN HILDEN, *op. cit.*

L'économie de consommation familiale

L'économie de consommation familiale marque la période où le salaire permet un peu plus que la subsistance et où il devient plus avantageux d'acheter que de produire soi-même. Le petit surplus doit être géré et consommé, ce qui revient en général à l'épouse dont le travail salarié est déterminé par le niveau de rémunération (s'il est bas, l'épouse a « avantage » à rester chez elle et à s'occuper dans des activités domestiques, le travail salarié industriel engendrant des coûts de garde d'enfant, de transport...), l'offre d'emplois « typiquement » féminins (le genre se renforce énormément dans le travail en usine), les besoins de la famille (et la façon dont ils sont couverts par le travail salarié des hommes). L'économie de consommation introduit, pour L.A. Tilly et J.W. Scott, une très nette différenciation entre les femmes mariées et les célibataires : « *Les femmes célibataires étaient les salariées et les femmes mariées les spécialistes de l'éducation des enfants et de la consommation* »⁴⁴. Le regard culturel posé sur la femme devient aussi un important facteur déterminant le niveau de main-d'œuvre féminine.

Dans l'économie de consommation familiale, la femme mariée continue à assurer le travail domestique. Le genre marque de façon forte la vie familiale également. Les besoins sont calculés sur base de l'ensemble de la famille mais aussi sur ceux des individus (scolarisation des enfants, vêtements...). Le travail rémunéré fait l'objet d'une spécialisation qui renforce le genre des activités.

Malgré son nom, l'économie de consommation familiale ne se focalise pas uniquement sur la consommation. Le type de production est également caractéristique. Il s'agit de la production de masse, effectuée en usine et qui s'accompagne d'un important développement de l'emploi de bureau. Ce passage à la production de masse est nécessaire pour la poursuite de l'accumulation. Il est générateur de tension: productivité accrue, incertitude croissante du travail lié aux fluctuations de la demande, réglementation des conditions d'accès au travail et au revenu. L'exploitation du travailleur s'y confirme. Le salaire ne reflète pas la valeur créée, le travailleur est dans l'incapacité de connaître la différence entre son salaire et le prix de vente de la marchandise qu'il produit. La contestation de son niveau de salaire lui est donc aussi plus difficile. Son pouvoir est moindre mais les possibilités

⁴⁴ L.A. TILLY et J.W. SCOTT, *op. cit.*, p. 264.

étendues de consommation apaisent la tension liée à cette dépossession politique.

Si L.A. Tilly et J.W. Scott n'examinent pas ce processus, elles en analysent néanmoins les conséquences. La première est de projeter les ménages, en sous-consommation jusqu'à la fin du XIX^e siècle, dans une consommation de masse différenciée selon les classes sociales. La publicité, les phénomènes accentués de mode encouragent les ménages à consommer.

La deuxième conséquence concerne le genre. L'économie de consommation familiale imprime sur la famille une répartition des rôles à partir de la consommation. Jusque-là les rôles féminins et masculins sont principalement attribués en rapport avec la production et le niveau de consommation se calcule sur base de la famille. Il n'y a pas de besoins individuels, ils sont avant tout collectifs. Dans l'économie de consommation familiale, le genre renforce les rôles à l'intérieur de la famille. Les produits disponibles sont achetés par l'épouse qui gère le revenu. Elle devient consommatrice.

L.A. Tilly et J.W. Scott dégagent donc trois types d'organisation familiale qui se chevauchent depuis le début de la période industrielle: l'économie de production familiale, l'économie de salaire familial et l'économie de consommation familiale. Ces trois types d'organisation pourraient bien être à la population ce que les niveaux de F. Braudel sont au développement. Il nous semble par exemple que l'économie de production familiale fait écho au mode de production décrit par F. Braudel comme étant celui d'un ménage entre civilisation matérielle et économie d'échange, vivant d'auto-production et d'échanges. De même, l'économie de salaire familial, qui désigne la participation plus ou moins régulière de tous les membres du ménage au salariat, n'est pas sans rappeler l'organisation de la population pendant les premières heures du capitalisme, occupée en partie dans les échanges de « proximité » et le travail en usine. Enfin, les transformations récentes (un peu moins d'un siècle) du capitalisme, lorsque le pouvoir d'achat augmente et permet d'améliorer le bien-être de la population, réorganise la participation des membres du ménage et lui donne une nouvelle tâche : la consommation.

6. Conclusion

Que faut-il retirer de cette tentative d'articulation population-développement pour notre compréhension des processus de développement ?

Le bilan de la pensée intégrant femmes et développement et les avancées qu'elle a permis dans l'histoire de l'industrialisation montre à quel point le « genre » est incontournable dans la réflexion sur le développement. Le genre permet à la fois de voir comment les processus de développement sont marqués par les rapports de pouvoir entre les sexes, contribuant ainsi à accroître le corpus des connaissances sur le développement, et de réinterroger le concept même de développement, à partir des implications du genre comme catégorie d'analyse historique.

C'est ce que démontre L.A. Tilly dans un article intitulé « Genre, histoire des femmes et histoire sociale »⁴⁵. Pour elle, le genre pose un regard neuf sur l'histoire. Les études sur le genre s'intéressent aux stratégies d'adaptation, de résistance des femmes; elles partent du postulat que l'acteur (en l'occurrence, l'actrice) existe, qu'il faut lui rendre la parole et montrer le « *fonctionnement souvent silencieux et caché du genre* » comme principe d'action des hommes et des femmes sur les structures dans lesquelles ils évoluent. Une telle vision s'articule parfaitement avec celle de F. Braudel qui ouvre les portes du développement « invisible », du niveau enfoui de la civilisation matérielle. Rendre les femmes visibles et comprendre leurs rapports avec leurs familles, conjoints ou patrons signifie prêter attention aux femmes des classes populaires, aux bourgeoises, aux paysannes « cachées » du premier niveau braudélien (pourtant majoritaires dans les pays en voie de développement) et ne peut que compléter la connaissance sur le développement. Mettre en lumière l'oppression des femmes et les stratégies qu'elles développent pour ne pas s'y plier, faire également apparaître les alternatives qu'elles ont formulées pour combattre le courant dominant du développement transforme la compréhension que l'on peut avoir de ce dernier: ajouter de nouveaux personnages à une pièce transforme l'intrigue. Intégrer le genre dans l'interprétation du développement permet de comprendre aussi ce qu'il n'est pas, de même que

⁴⁵ L.A. TILLY, « Genre, histoire des femmes et histoire sociale », *Genèses, Sciences sociales et histoire*, t. 2 : *À la découverte du fait social (1890-1900)*, Calmann Lévy, Paris, décembre 1990, pp. 148-166.

« *l'étude des vaincus nous aide à comprendre les vainqueurs, à comprendre pourquoi et comment ils ont vaincu* »⁴⁶.

Il nous semble en outre que l'histoire des femmes est susceptible de mettre en discussion l'utilisation des concepts dominants d'une discipline. Une politique de développement qui revient à retarder l'émancipation des femmes engendre-t-elle réellement du « développement » ? Un « développement » qui refuse aux femmes l'accès au travail et aux ressources (comme ce fut abondamment le cas pendant la période de l'industrialisation en Belgique) mérite-t-il son nom ?

La critique apportée par les féministes a permis de faire évoluer le concept de développement et de le réinterroger à partir des préoccupations formulées par les femmes en rapport avec leur expérience de l'oppression. Même si les politiques de développement pilotées par les organismes internationaux, la coopération au développement ou la pratique des ONG n'ont pas, loin s'en faut, intégré toutes les leçons de cette critique, il faut souligner le *potentiel* d'alternatives au mode de développement dominant porté par le thème « femmes », notamment à partir des revendications autour d'un développement centré sur la reproduction.

Parler du « genre » peut cependant être un piège que les féministes sont de plus en plus nombreuses à dénoncer. Sur le plan international, l'attention portée aux problèmes des femmes a multiplié le nombre de programmes où elles étaient impliquées, ce qui a certes réorienté l'argent de la coopération vers les femmes comme public cible mais a aussi atténué la portée féministe du concept. Pour S. Baden et A-M. Goets, l'« institutionnalisation du genre », déjà dénoncée en 1995 à 4^e Conférence sur les femmes, à Pékin, a en effet induit une définition où il n'était plus question de subordination ni de domination entre les sexes ou des mécanismes de reproduction de cette subordination⁴⁷. Cela peut s'expliquer entre autre par le fait que les femmes sont devenues des objets de recherche et de réflexion, menées par des universités et légitimées par des institutions, sans base populaire ou politique, donc susceptible d'évacuer la nature subversive des motivations qui portent certaines préoccupations sur le devant de la scène intellectuelle ou médiatique. Le concept de genre, en devenant un concept « mondial », a élargi le groupe de ceux qui étaient intéressés par les rapports sociaux de sexe, amenant un progrès considérable

⁴⁶ L.A. TILLY, *op. cit.*, p. 167.

⁴⁷ Page 23.

dans la connaissance de ces rapports sociaux mais alimentant inévitablement l'orthodoxie en matière de développement

Le problème à l'heure actuelle est que la pensée dominante pro-capitaliste « surfe » aussi sur ce thème pour réaffirmer, sous une couverture nouvelle, le marché capitaliste comme moyen d'un développement et d'un changement social qui seraient plus favorables aux « femmes »⁴⁸. Dans cette optique, l'attention accordée aux femmes n'est pas la seule conséquence d'une volonté de changement social ou d'un changement dans la conception du rôle ou de la place des femmes dans la vie publique, c'est aussi le besoin de main d'oeuvre peu chère dans les pays de délocalisations qui justifie l'effort fait pour « sortir » les femmes de l'analphabétisme et de la pauvreté. Par ailleurs, l'accroissement du nombre de femmes chef de ménage (en cause : l'émigration, les guerres, les séparations, les abandons) dans des pays où elles ne disposent pas d'accès à une protection sociale offre une occasion de plus d'apporter des solutions « marchandes » (de type micro-crédit⁴⁹), à leur pauvreté.

Les politiques de développement opèrent ainsi un déplacement stratégique par rapport aux conclusions avancées par les féministes : elles ne sont finalement guidées ni par le souci de renverser le rapport social de domination, résultat d'un système d'oppression global, ni par celui de réinterroger les mécanismes qui produisent la pauvreté. Mais pour s'en rendre compte, encore faut-il avoir une grille de lecture qui permette de mettre ces tensions en évidence. L'existence d'une certaine orthodoxie qui s'est forgée en *dehors de l'approche conflictuelle* des rapports sociaux de sexe d'une part et *l'oubli de la réalité de l'exploitation* d'autre part illustrent bien la nécessaire vigilance qui doit animer des intellectuels dont le but est de nourrir la dissidence.

⁴⁸ Nous sommes bien conscients que les femmes ne sont pas un groupe social homogène. Même les femmes pauvres ne forment pas un tout uniforme.

⁴⁹ H. PEEMANS-POULLET, « La miniaturisation de l'endettement des pays pauvres passe par les femmes », *Chronique féministe*, « Féminismes et développement », n° 71/72, février mai 2000, p. 60-66.